

BREVES NATIONALES

Moralisation la vie publique : les députés disent « non » à la levée du « Verrou de Bercy » !

Pour la CGT Finances Publiques, lever le « verrou de Bercy », et confier l'action publique en matière de fraude fiscale à l'ordre judiciaire pourrait donner un gage de transparence et de démocratie. À condition de doter le Parquet des moyens humains, matériels et juridiques nécessaires à une action publique efficace en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Suppression d'emplois : une idée des chiffres ?

La DGFIP a, dans le mandat précédent, contribué à 60 % des suppressions d'emplois de la Fonction publique d'État.

Avec 50 000 annoncées pour cette Fonction publique, ce serait 30 000 pour la DGFIP, soit 6 000 par an ! Pour le Directeur général, ce chiffre n'est pas envisageable... Selon lui, il y aurait, au mieux, 4000 départs en retraite par an ; 6 000, ce serait un plan de dégageement des cadres, ce qui n'est pas à l'ordre du jour.

BREVES LOCALES

« Faites des économies, on ne peut plus payer l'affranchissement du courrier ! Moi, en attendant, j'invite mes cadres à un séminaire d'une journée au Golf d'Embats. »

« Ca y est, je reçois les syndicats pour les informer de l'ASR. Je ne les sens pas très compréhensifs. Pourtant, j'applique simplement les directives de Bercy »

« Avant le 15 août, j'aurai organisé une grande concertation avec les élus concernés par l'ASR afin de les informer qu'il n'y a pas d'autre issue que la fermeture des Trésoreries. »

Bruno Parent « La suppression actuelle des CFP est la conséquence de la mauvaise viabilité et le mauvais service rendu quand les postes sont trop petits »

Le DDFIP « Quand les postes sont inférieurs à 6 ou 7 agents, ils ne sont pas viables et le service rendu au public n'est pas bon ».



Le film « 120 battements par minute » de Robin Campillo nous rappelle que l'action collective est plus forte que l'action individuelle.

Ne restez pas dans votre coin. Si vous rencontrez des difficultés professionnelles, contactez les syndicats ou les représentants du personnel au sein du CHS-CT.

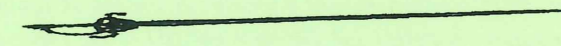
CONTACTS

Stéphane FAURE	05 62 61 50 88	Myrielle BERASTEGUI	05 62 28 96 93
Bernard KSAZ	05 62 61 50 26	Patricia JEANNY	05 62 61 50 42
Pascal CANO	05 62 61 50 28	Michel BRONNER	05 62 61 50 48
Chantal BEYT	05 62 66 82 63	Didier KAHN	05 62 69 18 09
Marie-Jo MATIGNON	05 62 61 50 65	Martine ARTIGAUT	05 62 61 76 35
Sylvie HORGUE	05 62 61 50 52	Pierre LAINE	05 62 66 82 50
Maryse PILLET	05 62 61 51 48		

Et retrouvez-nous sur notre Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/32/>



La Rapière



Journal d'information de la section
CGT Finances Publiques du Gers - n° 33
Septembre 2017

Nous aurions aimé vous souhaiter une rentrée 2017 pimpante et auréolée d'un avenir enchanteur.

C'était sans compter sur Jupiter, Dieu des Dieux, vendu comme gage d'un monde meilleur à venir, qui, dès le mois de juin, une fois sa majorité installée au palais Bourbon frappait :

- 60 milliards à économiser sur le quinquennat,
- gel du point d'indice pour les fonctionnaires,
- ponction de CSG supplémentaire pour les retraités qui dépasseront le seuil scandaleux de 1200 € mensuel, etc, ...etc.

Plus près de nous : rappelez-vous en janvier 2017, la CGT dénonçait un premier projet ASR prévoyant la suppression de 7 trésoreries. La campagne électorale aidant, ces fâcheuses perspectives passaient sous l'éteignoir pour reflleurir cet été avec la disparition programmée de 5 trésoreries au 1^{er} janvier 2018.

Ce n'est pas fini. Maintenant que la législation par ordonnances est actée (guère conforme à l'esprit de la démocratie), les règles sociales vont passer au rabot. Et dans les propositions avancées, l'une d'elle est pour le moins sidérante : faciliter les licenciements pour relancer l'embauche.

C'est vite oublier que depuis des années et plus particulièrement depuis la mise en place des 35h, les réformes se sont accumulées pour flexibiliser et précariser le travail au nom de la lutte contre le chômage, sans grand succès d'ailleurs !

Pour nos grands penseurs, on n'est pas allé assez vite et assez loin : l'insécurité totale en guise d'épanouissement. Ce n'est pas beau comme précepte ?

Comme si l'emploi dépendait plus du code du travail que du carnet de commandes des entreprises. Pour ces grandes entreprises (les petites sont en général étouffées par leur banquier très courageux) bien aidées par la Macronie et prêtes à s'embarquer sous le 1^{er} pavillon du moins disant fiscal et social, seule la baisse du coût du travail peut nous sauver. La fin du racket des actionnaires, apparemment pas !

Aussi prêchent-elles pour de nouveaux avantages fiscaux, comme si les milliards engloutis dans le CICE pour un résultat proche du néant, n'étaient pas la preuve de l'inanité de cette solution.

Cette loi travail, cet énorme recul social, qui semble s'adresser aux seuls salariés du privé ne manquera pas d'être déclinée dans la fonction publique. Elle avance à pas feutrés, par touches successives (le PPCR en est une) vers une disparition du statut général des fonctionnaires si nous n'y prenons pas garde.

La section CGT du Gers appelle à participer aux manifestations prévues le 12 septembre. Une réaction est nécessaire pour imposer une autre répartition des richesses et pour éviter les conséquences sociales d'une uberisation croissante.



EN MARCHÉ : ARRIERE POUR LE PAS

Le premier Ministre a annoncé mardi 6 juin, dans un entretien au "Parisien-Aujourd'hui en France" sa décision de reporter d'un an la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (PAS).

Gerald Darmanin, Ministre de l'action et des comptes publics s'est empressé de préciser que « les dispositifs relatifs à l'année de transition seront reportés d'un an et les modalités d'imposition pour 2018 resteront inchangées par rapport à celles en vigueur en 2017. La mise en œuvre du report fera l'objet de mesures législatives et réglementaires prochainement ».

Pour la CGT FINANCES PUBLIQUES qui dénonce depuis son annonce en juin 2015 l'absurdité du processus, c'est un début de victoire mais pas une satisfaction pour autant.

Selon Bruno Parent, le directeur général des finances publiques, « cette décision importante confirme donc le principe du PAS et donne plus de temps à sa mise en œuvre ». Alors que celui-ci a toujours considéré que la DGFIP était prête pour un déploiement en janvier 2018, le voici qui se félicite d'avoir du temps ... !

La CGT Finances Publiques, qui a toujours défendu le savoir faire de la DGFIP en matière de recouvrement de l'impôt sur le revenu, a alerté sur le fait que cette réforme constitue un vrai risque industriel pour la DGFIP et les finances publiques.

Le PAS est nuisible, pour les contribuables, les employeurs, le financement de l'action publique (99 % de l'IR est actuellement recouvré !) et la protection sociale (fusion préparée de l'IR et de la CSG).

Ce qui se cache derrière l' ADAPTATION DES STRUCTURES AU RESEAU (ASR)

Notre département est touché de plein fouet par le choix de l'État de continuer à massacrer son réseau des Finances publiques : - 15 000 agents sous le quinquennat précédent, -30 000 prévus sous Macron. Cet abandon de la ruralité participe à la mise en place d'une France à 2 vitesses, celle des nantis et celle des riens.

Aujourd'hui, 5 trésoreries sont menacées de fermeture et ce, malgré la mobilisation très forte de tous les publics concernés.

La réponse du DDFIP est claire : ma porte est ouverte à la discussion, mais pas moi (cf. La dépêche du 08/08/2017).

Le Préfet, les députés nouvellement élus (ou pas), le sénateur et même le Président du Conseil départemental sont sur la même ligne.

Quant aux ministres Darmanin (Actions et Comptes publics) ou Mézard (Cohésion des territoires), ils sont aux abonnés absents.

Ce qu'il faut bien avoir en vue pour nous tous, Agents des Finances publiques, c'est que cette liquidation du réseau ne va pas s'arrêter là. Quelle que soit la filière, nous sommes tous dans le collimateur. D'ores et déjà partout en France s'accroissent les rapprochements de SIP et de SIE.

C'est maintenant qu'il faut agir.

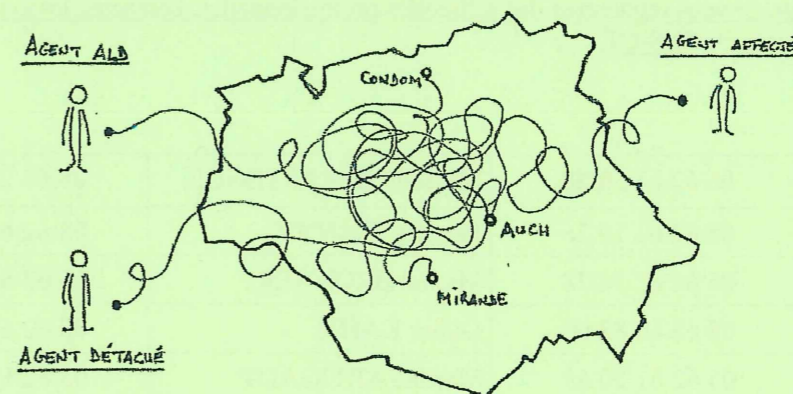
Il ne faudra pas dire demain : Si j'avais su car demain, c'est aujourd'hui !



COMPTE RENDU CAPL



AIDE LES AGENTS A RETROUVER LEUR JUSTE AFFECTATION



Cet été la DDFIP 32 s'est démenée pour égayer les vacances de ses masses laborieuses

